



Regards sur 2015

La Russie en 2015 : entre revanche et fragilités



Par **Isabelle Facon**

Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique

L'année 2015 s'est inscrite dans la continuité des tendances que le conflit ukrainien et la crise russo-occidentale consécutive ont dessinées dans la politique étrangère de la Russie, tout en donnant d'elle, avec l'intervention en Syrie, l'image d'un État prêt à s'engager dans les affaires du monde quand il l'estime nécessaire. Désormais, sans exclure une détente à terme de la relation avec l'Ouest ni de travailler à sa relance, Moscou ne croit plus en un partenariat stratégique avec les puissances occidentales. Accélération le rééquilibrage de sa diplomatie vers l'Asie, la Russie considère que par certains de ses effets, le conflit en Ukraine peut contribuer à atténuer l'influence occidentale sur la scène mondiale, ce qu'elle voit comme la clef du renforcement de sa propre autorité. Par leur positionnement sur ce conflit, en effet, certains États de poids (Chine, Inde en particulier) ont suggéré qu'ils ne rejetaient pas la lecture qu'en fait Moscou – qu'ils soulignent en substance la part de responsabilité des États-Unis et de l'Union européenne, ou que, ayant fait le choix d'un ancrage fort dans l'économie et la finance globalisées, ils se préoccupent de la signification des sanctions prises par ces derniers à l'encontre de la Russie. Le président Poutine a profité du symbolique 70^e anniversaire de l'Onu pour se prononcer de nouveau sur ces sujets : centralité de la souveraineté des États, rejet de « l'exportation des révolutions 'démocratiques' », dénonciation de « l'égoïsme économique croissant » de certains pays, porteur d'un risque de « morcellement de l'espace économique mondial »...¹

Redéfinition des équilibres mondiaux : battre le fer tant qu'il est chaud

En 2015, Moscou a fait une large publicité au double sommet (Brics et Organisation

de coopération de Shanghai, OCS) qu'il a accueilli en juillet à Oufa, et que les médias occidentaux ont, pour l'essentiel, ignoré. Le Brics, créant de nouveaux formats de coopération s'ajoutant aux nombreux forums établis pour le développement des coopérations dans des domaines très divers, a confirmé la création de structures parallèles aux organisations de Bretton Woods, ce qui doit accélérer la réforme de l'architecture financière globale. Le Brics, soulignent les chercheurs européens, a su se poser en une « entité géopolitique », incarnant l'idée d'un découplage par rapport au modèle occidental et une revendication de partage de la responsabilité internationale – de par la taille économique des acteurs, leurs puissance géopolitique et la capacité à proposer un discours portant au-delà de leurs frontières²... L'OCS a quant à elle entamé son élargissement, jugé peu vraisemblable jusqu'à il y a peu, en validant le lancement du processus d'adhésion de l'Inde et du Pakistan. Lorsque les présidents Poutine et Xi Jinping affirment conjointement, en mai, que la ceinture économique de la route de la soie et l'Union économique eurasiatique ont vocation à se coordonner, ils tentent de rendre plus tangible la perspective de la formation d'un ensemble eurasiatique difficilement contournable dans les affaires du monde. L'intervention militaire en Syrie, à partir de septembre, participe d'une logique similaire, même si ses objectifs sont multiples et vont au-delà du souci de Moscou d'imposer un réaménagement des rapports de force internationaux. Par cette intervention qui a rebattu les cartes sur le terrain et contribué à relancer les dynamiques diplomatiques (processus de Vienne), Moscou a suggéré en creux la relative impuissance des chancelleries occidentales et « cassé le monopole interventionniste de l'Otan »³, parvenant presque à faire oublier sa propre



responsabilité dans l'enracinement de ce conflit. Par ce déploiement militaire au-delà de l'« étranger proche », le président russe veut informer sur la remise à niveau de son outil militaire, et faire mentir son homologue américain lorsque celui-ci affirme que la Russie n'est qu'une puissance régionale...⁴

Des fragilités assumées, ou transcendées

Les experts occidentaux doutent que la Russie puisse continuer sur cette tendance compte tenu de ses faiblesses intrinsèques, faiblesses que les initiatives diplomatiques et militaires tous azimuts de Moscou viseraient selon eux à masquer. Pourtant, si le gouvernement russe livre un diagnostic probablement trop optimiste sur l'avenir de l'économie nationale alors que la croissance sera, en 2015, négative, il reconnaît qu'il sera complexe de bâtir un budget avec un baril de brut qui pourrait tomber à 30 dollars en 2016 et que la crise actuelle trahit son échec à corriger les distorsions de la structure de l'économie. Le risque terroriste auquel est soumis la Russie n'est pas davantage minimisé. Il est donc exagéré de parler d'un déni de réalité de la part du Kremlin. Il semble en fait que, davantage qu'à les dissimuler, la Russie signifie que ses difficultés n'altéreront pas sa détermination à défendre ses intérêts sur la scène mondiale. L'intervention en Syrie s'en veut une claire manifestation.

Cette approche a ses avantages sur le plan intérieur. Le président Poutine est en effet d'autant plus enclin à jouer cette carte qu'il sait que l'opinion est sensible au discours sur la résilience du peuple russe, éprouvée à l'échelle de son histoire millénaire, et sur sa résistance aux adversaires et aux valeurs qui cherchent à s'imposer de l'extérieur... En témoignent les sondages d'opinion qui non seulement confirment la popularité élevée de Vladimir Poutine (85 % en décembre), liée notamment à une adhésion à sa politique étrangère (2/3 des sondés se déclarent fiers de l'influence politique de leur pays dans le monde), mais soulignent aussi que les Russes reprennent confiance en leur armée (85 % d'entre eux

en étant très ou assez fiers). Si près de 70 % des personnes interrogées ne voient pas de motif à se réjouir des performances économiques de leur pays⁵, le risque d'un ancrage amenuisé à l'économie mondiale (en lien avec la chute du rouble et les sanctions) n'est pas perçu comme nécessairement problématique, tant les Russes ressentent cet ancrage comme source de dangers pour la fragile économie russe⁶.

La Russie se sait vulnérable et comprend sans doute que son isolement relatif en Occident, probablement durable, va renforcer cette vulnérabilité (baisse des investissements, raréfaction des passerelles technologiques...) en compromettant sa modernisation industrielle et technologique. Néanmoins, le calcul des autorités russes est qu'afficher fermeté des objectifs et détermination à les poursuivre, par tous les moyens disponibles, peut compenser cette vulnérabilité, qui objectivement devrait saper sa capacité à peser dans le réalignement des équilibres internationaux. C'est tout l'objet, outre des nombreux « signaux nucléaires » envoyés par Moscou sur fond de tension avec l'Occident, des

opérations en Syrie, qui lui permettent de valoriser son atout résiduel : une armée restructurée, plus opérationnelle, appuyée sur une solide force de dissuasion mais aussi, et surtout, sur la disposition affichée du gouvernement russe à recourir à la force. Dans la vision des responsables russes, cela

ouvre à Moscou des marges de manœuvre face à un Occident qui maintient la pression. Les déclarations d'officiels américains sur le fait que la Russie constitue une menace existentielle pour les États-Unis valident probablement, aux yeux du Kremlin, cette démarche⁷. Mais cela répond aussi au fait que paradoxalement, la Russie ne se sent pas en position de force dans la recomposition qu'elle souhaite de l'ordre international, revendication dont elle a pourtant tendu, ces dernières années, à se faire un porte-parole très volontaire. Ainsi, par l'affichage d'une posture de force – en Ukraine hier, en Syrie aujourd'hui – Moscou cherche aussi à se conforter vis-à-vis de ses

voisins (espérant que certains la craignent davantage, que d'autres se féliciteront du « regain militaire » russe, possible garantie de sécurité pour eux) ou encore de la Chine (avec laquelle le rapport de puissance est de plus en plus déséquilibré, à la défaveur de Moscou, mais qui, sur le dossier syrien, se trouve quelque peu éclipsée par la Russie dans la dimension militaire et stratégique).

Tel est le pari russe – un pari dont il est difficile de dire s'il s'explique davantage par la tradition ou par les réalités ; un pari risqué si le développement et la modernisation économiques ne décollent pas. ■

la Russie signifie que ses difficultés n'altéreront pas sa détermination à défendre ses intérêts sur la scène mondiale.

1 - Discours à l'Assemblée générale de l'ONU, 28 septembre 2015.

2 - Intervention de Julien Verceuil, chercheur à l'Inalco, « La Russie et les Brics », conférence sur la Russie, FRS, 15 juin 2015 (<https://www.youtube.com/watch?v=EWRvAW8fgWE>).

3 - Ross Douthat, « Is Putin Winning? », The New York Times, 3 octobre 2015.

4 - « Barack Obama: Russia is a Regional Power Showing Weakness over Ukraine », The Guardian, 25 mars 2014.

5 - « La majorité des Russes ont cessé d'éprouver de la honte pour la Russie » et « Les motifs de fierté des Russes » (respectivement 7 et 15 décembre 2015, Centre Levada, www.levada.ru).

6 - Voir Fiodor Loukianov, « La Russie, une puissance révisionniste ? », Politique étrangère, n° 2, 2015, pp. 18-19.

7 - « More Pentagon Generals Line Up to Proclaim Russia's Existential Threat to U.S. », foreignpolicy.com, 14 juillet 2015.